



# REPÈRES

d'histoire sociale en Midi-Pyrénées

Bulletin trimestriel de l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées

n° 74

juin 2024



## Bourses du travail, Maisons du peuple...

*Une riche histoire au service du  
mouvement syndical et associatif*

Pourtant depuis quelques temps dans certaines villes  
les syndicats CGT en sont expulsés ou menacés de l'être  
comme à Montauban, Foix ou Castres... (légendes photos page 3)



**irhs** Midi-Pyrénées

7, place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE  
Email : [irhs.mp@orange.fr](mailto:irhs.mp@orange.fr) - Web : [irhs-midi-pyrenees.com](http://irhs-midi-pyrenees.com)  
Directeur de publication : Alain Raynal

Prix : 5 €

Conception, réalisation et impression : Comité Régional CGT Occitanie  
Numéro CPPAP : 0424 G 93025



# → Sommaire

**Edito** ..... page **3**

**Les 40 ans de l'IRHS Midi-Pyrénées.**  
Le sport, terrain de lutte syndicale. .... page **4**

Maurice Biard : Une mémoire militante  
pour une page d'histoire ..... page **6**

Edouard Pivotsky : L'itinéraire d'un prêtre-ouvrier,  
militant cégétiste ..... page **7**

**IDHS Tarn-et-Gaonne**  
A Montauban,  
le Peuple évincé de sa Maison . .... page **9**

**Les 80 ans de la libération**  
Toulouse : L'hommage rendu  
à la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI Marcel Langer ..... page **10**

13 juillet 1944.  
La grève patriotique des mineurs de Carmaux .... page **13**

**IHS National**  
Projets pour 2025 ..... page **14**

## Bulletin d'adhésion 2024

Institut Régional **CGT** d'histoire sociale Midi-Pyrénées

### Adhésion individuelle

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Adresse mail : .....@.....

### Adhésion collective (Syndicats, Collectivités, Organisations...)

Organisation .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Adresse mail : .....@.....

J'adhère à l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées  
et je m'abonne à la revue trimestriel de l'Institut Régional  
(prix de l'abonnement compris dans la cotisation)

Individuel .....27 €      Soutien\* .....50 € (ou plus)  
Collectif .....55 €      Soutien\* .....100 € (ou plus)

Je m'abonne seulement à la revue trimestriel de l'Institut Régional : 15 €

Je m'abonne au cahiers de l'Institut National : 18 €  
(à rajouter au tarif d'adhésion Individuel ou Collectif sans soutien  
ou à l'abonnement seul au bulletin trimestriel de l'Institut Régional)

Renvoyer ce bulletin à :  
Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées  
7, place du Fer à Cheval • 31300 TOULOUSE  
Accompagné du règlement (annuel) à l'ordre de :  
IRHS-CGT Midi-Pyrénées

ipeca.fr

## IPECA, LA PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'AÉROSPATIAL CIVIL ET MILITAIRE.

IPECA œuvre, depuis plus de 70 ans, pour  
le bien-être de la communauté de l'aéronautique  
et de l'aérospatial civil et militaire.

Elle protège les femmes et les hommes de ce secteur  
dans tous les domaines de la protection sociale  
complémentaire, collective ou individuelle,  
en santé comme en prévoyance.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ / GARANTIE DÉCÈS / SURCOMPLÉMENTAIRE SANTÉ

Pour en savoir plus : **0 810 510 510** Service 0,05 € / appel  
+ prix appel

IPECA PRÉVOYANCE - 5 rue Paul Barruel - 75740 Paris cedex 15  
Institution de Prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale relevant de l'Autorité de  
Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 09.

**IPECA**  
UNE VIE À VOUS PROTÉGER

## → Fêter ses 40 ans, c'est sport !

**40** ans ! Presque tout le monde dit « c'est le bel âge » ou « en pleine force de l'âge ». Oui peut-être et on pourrait rajouter « l'âge de la bonne maturité ».

Toutes ces expressions visant en général la perception ressentie de l'être humain ne s'appliquent pas naturellement à une association « loi 1901 » telle que l'IRHS.

Bien sûr depuis le 24 janvier 1984 l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale en Midi Pyrénées a grandi, en adhérent(e)s (pas suffisamment), en s'entourant d'Instituts départementaux (il ne reste plus qu'un effort pour être au complet). Dans ses quarante ans d'existence l'IRHS a su se construire à travers les contacts humains des instituts locaux et aussi les coopérations multiples avec les historiens, les universitaires, les sociologues, les enseignants, les étudiants... sans oublier l'ENSAV (l'Ecole Nationale Supérieure de l'AudioVisuel), la Cinémathèque de Toulouse, les Archives Départementales et Municipales, puis les associations comme les Amis de Jaurès à Toulouse, l'APA (Association Pour l'Autobiographie). Le complément relationnel indispensable à notre bon fonctionnement c'est le Comité Régional CGT d'Occitanie (membre fondateur de notre institut).

Tout cela permet de prendre appui sur des fondations solides mais nous devons rester vigilant(e)s pour qu'aucun mur de l'édifice ne se fissure ou s'effondre. Trop nombreuses sont les associations loi 1901 qui n'atteignent pas notre âge soit par excès de confiance au début, soit par routine-endormissement

après quelques années, soit par manque de renouvellement d'initiatives et de militant(e)s. Pour nous, 40 ans c'est bien, ça se fête et surtout l'histoire continue.

Cet anniversaire, nous l'avons effectivement fêté le 7 juin dans la salle Jean Jaurès de la Bourse du Travail de Toulouse autour du thème « la CGT, le sport, et les J.O. »<sup>1</sup>. Nous le savions c'est un sujet de large discussion qui aborde le positionnement historique de la CGT dans le sport, les différents niveaux des pratiques sportives qui sont travaillistes, associatifs, amateurs, professionnels. Et pour la première fois depuis leur création, la CGT à mise les pieds dans le plat dans l'organisation des jeux olympiques et paralympiques pour qu'une charte sociale y soit incluse. Là aussi ce positionnement fait débat englobant au delà de l'aspect social celui du financier qui gravite de plus en plus autour des sports pour le haut-niveau. Et pourtant là aussi les paradoxes sont flagrants : l'immense majorité des sportifs de haut niveau sont dans une grande précarité, aucun statut ne leur est accordé, et même si quelques athlètes ont des revenus momentanés très confortables dans certains sports comme le football ou le cyclisme, ces sports là jouissent d'une popularité incontestable.

Avoir le débat allant de l'historique jusqu'au présent, c'est l'un des objectifs des Instituts d'Histoire Sociale, nous l'avons encore réalisé et réussi.

**Philippe Leclerc**  
Président de l'IRHS Midi-Pyrénées

1- voir article page 4 et 5

### Photos de couverture : La Bourse du Travail de Toulouse



En haut : Regroupement de grévistes (vers 1910) devant la première Bourse du Travail à Toulouse, située rue des 13 Vents (aujourd'hui rue Merly) et inaugurée le 17 juillet 1892 par le maire Camille Ournac et Jean Jaurès. (Crédit photo : Archives municipales de Toulouse).



En bas : La Bourse du Travail (photo prise le 10 juin dernier) reconstruite et agrandie en 1929 sur le même emplacement et ouvrant sur la place Saint-Sernin. (Crédit photo : UD-CGT 31).

## → Le sport, terrain de lutte syndicale.

Pour l'anniversaire des 40 ans d'activités de l'IRHS Midi-Pyrénées, l'IRHS organisait le 7 juin dernier à Toulouse une journée de réflexion sur le thème « La CGT, le sport, les Jeux olympiques ». Bernard Thibault est venu témoigner de la mobilisation pour des Jeux olympiques Paris 2024 socialement responsables. Suivi d'une table ronde réunissant Céline Machado (FSGT), Frédéric Moncassin (champion cycliste) et Jean-François Davoust (représentant CGT au comité de la charte sociale).

Vous pouvez écouter l'intégralité des interventions et débats de l'après-midi sur [radiomonpais.fr](http://radiomonpais.fr)

### Bernard Thibault Les droits des travailleurs, nouveau sport olympique

Le patronat se gargarise de la charte sociale en vigueur pour les Jeux olympiques et paralympiques (JOP). « Mais c'est la CGT qui en est à l'origine », rappelle Bernard Thibault, auteur d'un livre qui relate cette démarche inédite<sup>1</sup>. Dans son intervention, devant une soixantaine de personnes réunies à la Bourse du travail de Toulouse, le dirigeant syndical confie que l'application de cette charte a exigé de la détermination : le groupe Bouygues rechignait ainsi à certaines inspections sur ses chantiers. Quant à l'Etat... il n'est pas signataire de ce texte.

Cette charte sociale, selon Bernard Thibault, a permis d'incontestables avancées. Par exemple, « plus de cent cinquante travailleurs sans papiers ont été régularisés dans le seul département de la Seine - Saint-Denis ». Mais il



Boris Beaudoin offrant à Bernard Thibault un ballon de rugby signé Antoine Dupont.

Crédit photo : IDHS 31

convient d'éviter des bilans flatteurs en trompe-l'œil : « Si 150 000 emplois sont nécessaires pour les JOP, ça ne veut pas dire que 150 000 emplois sont créés, car certains existent déjà. » La charte sociale a aussi pour rôle de répartir les rôles entre le travail salarié et le bénévole. Quarante cinq mille bénévoles vont intervenir pendant les JOP, « alors qu'aucun texte en France n'organise le bénévolat », précise Bernard Thibault. Il ajoute : « Ce n'est pas parce qu'on est bénévole qu'on peut être utilisé de façon illimitée, n'importe comment. » Il a fallu répondre à ces questions : quelles tâches pour les salariés ? Quelles tâches pour les bénévoles ? « La sécurité, par exemple, c'est un métier, pas du bénévolat. »

Le syndicaliste établit ce constat : « Le respect de la charte sociale n'entrave pas les chantiers, ne compromet pas le respect des délais. » Autrement dit, les exigences sociales ne sont pas l'ennemi de l'efficacité économique.

La discussion avec l'assistance a fait apparaître un certain scepticisme. Certains doutent que les emplois liés aux JOP soient pérennes. D'autres soulignent l'expulsion de certaines populations (réfugiés, sans papiers, étudiants) afin de faire place nette. Une intervenante s'étonne de voir le comité de suivi de la charte coprésidé par une dirigeante du Medef : « Le système capitaliste n'est pas là pour faire du social. »

Bernard Thibault admet en substance que cette charte sociale, ce n'est pas le Grand Soir, mais elle ouvre une perspective. Le Comité international olympique (CIO) et la Fédération internationale de football (FIFA) intégreront-ils désormais des exigences sociales dans l'attribution des compétitions planétaires ?

**Bruno Vincens**

<sup>1</sup> - « Dans les coulisses des JO », Editions de l'Atelier, 19 €. Les droits d'auteur seront reversés au Secours populaire français pour l'accès des jeunes au sport.

## Documentaire : La charte sociale passée au crible

Le documentaire de Nicolas Garier, « Le Paris des Jeux », a introduit la réflexion sur la dimension sociale des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) Paris 2024. Le film retrace l'histoire et l'application, point par point, de la toute première charte sociale de l'olympisme. Dans le domaine social, la colossale organisation de cet événement planétaire et les gigantesques chantiers qui en découlent sont-ils exemplaires ? Certains protagonistes ne tarissent pas d'éloges sur ce qui est entrepris. Mais à y regarder de plus près, d'importantes questions restent en suspens.

Un comité de suivi de cette charte sociale est coprésidé par Bernard Thibault (CGT) et Dominique Carlac'h (Medef). Le syndicaliste prévient : « Ce texte n'est pas là pour faire bien dans le paysage mais pour engager une dynamique vertueuse. » Il s'agit notamment de faire appel à des entreprises de Seine - Saint-Denis, puisqu'une grande partie des JOP se déroulera dans ce département, le plus pauvre de France métropolitaine. Et plus de 10 % du temps de travail sont des heures d'insertion, soit 3 400 personnes concernées.

Cependant, les emplois ainsi créés seront-ils durables ou se réduiront-ils à de simples jobs d'été ? Lorsque les emplois ne sont que saisonniers, les chefs d'entreprise assurent qu'ils s'accompagnent d'une formation professionnelle et améliorent « l'employabilité ». Mais le géant Sodexo, qui doit produire des millions de repas pour les JOP, ne s'engage pas sur la pérennité des emplois.

La charte vise aussi à prévenir les accidents sur les chantiers et lieux de travail. Avec des résultats réels puisque ces accidents ont été divisés par quatre ou cinq -selon les intervenants- par rapport aux moyennes statistiques. Aucun accident mortel n'est à déplorer. Toutefois, le vrai bilan social s'effectuera après les Jeux.

B.V.

Crédit photo : IRHS



Lors de la table-ronde avec (de gauche à droite) Frédéric Moncassin, Céline Machado, Jean-François Davoust

## Le sport pour rassembler les salariés

La CGT et le sport ont une histoire commune longue d'un siècle. Cet aspect un peu méconnu du syndicat est apparu lors de la table ronde « **Sport, comme source d'émancipation, et progrès social peuvent-ils aller de pair ?** ». Jean-François Davoust<sup>2</sup>, représentant CGT au Comité de la charte sociale, le raconte : « Le congrès de 1923 s'est emparé de cette question. Les patrons incitaient l'Église catholique à créer des patronages sportifs. Il ne fallait pas laisser le sport aux patrons et aux curés ! »

En 1934 est créée la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), coprésidée aujourd'hui par la haut-garonnaise Céline Machado : « En 1934 la FSGT voit dans la pratique sportive un outil de résistance au fascisme. »

Et en 1936, lorsque les Jeux Olympiques ont lieu à Berlin, la CGT condamne la participation à ces Jeux de la honte sous la botte des nazis. Elle soutient l'initiative concurrente, l'Olympiade populaire de Barcelone. Or celle-ci est annulée au dernier moment, le 18 juillet, en raison du soulèvement militaire franquiste contre la République espagnole. C'est le début de la Guerre d'Espagne. En 2026 aura lieu une commémoration de cette Olympiade populaire avortée. Après la Seconde Guerre mondiale, la CGT prend de plus en plus conscience du pouvoir émancipateur du sport.

« Il permet d'être ensemble, il permet l'échange », souligne Céline Machado. L'ancien cycliste professionnel Frédéric Moncassin se souvient de son grand-père, Marcel Moncassin, lui aussi cycliste, ouvrier à l'usine chimique l'Onia (devenu ensuite AZF) et dirigeant de la FSGT.

Pour Céline Machado, « le sport en entreprise est une planète du système solaire ».

Cependant, Lionel Pastre, secrétaire régional de la CGT, constate : « Dans les boîtes il y a un recul du sport. »

Jean-François Davoust, qui a pratiqué l'aviron à l'ASPTT, rappelle qu'il s'agissait-là du « premier club sportif européen ». Il a ensuite périclité, après l'éclatement des PTT.

Pour le syndicaliste, « CGT et patronat ont des conceptions diamétralement opposées du sport » Pour le bien-être des salariés ou pour le management de l'entreprise ?

L'histoire de Frédéric Moncassin est différente. Le sport est devenu son gagne-pain, une passion, une façon de « prolonger l'adolescence ». Après une reconversion difficile, il a trouvé une nouvelle voie et exerce le métier de moniteur-éducateur. Et aux jeunes en difficulté il propose, bien sûr, des activités sportives.

B.V.

<sup>2</sup> - Auteur de « Travailleurs faites vos jeux ».



## → Maurice Biard:

### Une mémoire militante pour une page d'histoire

Salarié et syndicaliste CGT d'Aérospatiale, Maurice Biard fut l'une des chevilles ouvrières de l'activité de l'IRHS Midi-Pyrénées. Secrétaire général de l'institut de 2005 à 2009 il nous a confié un long texte. Contribution personnelle dans laquelle il revient sur quelques moments marquants des initiatives de l'institut régional.

Nous en publions quelques extraits.

Le texte complet sera accessible sur le web de l'IRHS Midi-Pyrénées.

Comme syndicaliste CGT actif de l'industrie aéronautique toulousaine, Maurice Biard garde précieusement en mémoire la puissance et l'originalité du conflit de 1963 à Sud Aviation. Conflit qui fit du bruit sur les sites comme sur la place de Toulouse quand les personnels martèlent « Nos trente francs » au rythme et au son étourdissant de ce qui devient très vite « les Tam-Tam de la colère ». La brochure du même nom éditée en 1993 par l'institut connaît un franc succès.

Souvenir aussi de l'historique Congrès de réunification de 1936 qui s'est tenu à Toulouse, salle Jean Mermoz. « Avec le Comité régional CGT nous décidons de créer en 1986 un fort événement à la hauteur de son importance historique. Georges SEQUY, préside ce rassemblement auquel plus de 700 participants débattent et reviennent sur les luttes et les acquis qui ont fondés notre système social ».

Cinquante ans après 1968, cinq cents personnes se réunissent dans la Salle Gascogne à Colomiers « pour témoigner, évoquer et fêter en musique les

grandes grèves et manifestations de mai et juin 1968 ».

Avec Joachim Miranda, dans le cadre du tour de France des travailleurs immigrés, « nous suggérons que l'IRHS propose un colloque « Guerre d'Espagne et Immigration » sur les conséquences et l'apport des 500 000 réfugiés républicains espagnols franchissant la frontière en 1939 ». L'IRHS national participe activement au projet auquel sont notamment invitées les Commissions Ouvrières de Catalogne; « la Casa d'España » de Toulouse, et les associations de Guérilleros...

L'initiative de masse marquante, aux yeux de Maurice Biard, c'est l'initiative pour fêter les 60 ans de la Sécurité sociale « qui va souder l'IRHS en construction. La Sécurité sociale à la fois thème rassembleur et d'une brûlante actualité ». Il n'oublie pas ce moment fort des retraités de l'Aérospatiale hissant en façade de la Bourse du Travail à Toulouse une belle banderole, qui ouvrira le défilé du 1<sup>er</sup> mai 2005.

Lors du colloque de l'après-midi dans une salle Jean Jaurès bondée, quatre thèmes sont débattus: l'histoire de la Sécurité sociale par Edouard Pivotsky; la situation actuelle par Rolland Périllat; la biographie d'Ambroise Croizat par Maurice Biard, puis les perspectives et les luttes pour préserver le système de santé et la Sécurité sociale par Martine Bernard.

Le succès de ce 1<sup>er</sup> mai, solidifie les bases de l'Institut Régional.

La revue trimestrielle « Repères » constitue « le fil rouge de l'activité, le fédérateur des IRHS départementaux. Elle apporte toujours avec ses 73 numéros les preuves par l'histoire que les acquis sont les résultats des luttes depuis bientôt 150 ans. Repères impulse notre activité en publiant les initiatives, les analyses, des articles et autres contributions ».

La priorité reste la création des instituts d'histoire sociale dans les départements de Midi-Pyrénées. Le 29 février 2009, « nous sommes conviés avec Edouard Pivotsky par le Comité régional CGT pour présenter un document qui souligne les relations entre la CGT, ses UD, ses syndicats et les instituts d'histoire sociale départementaux et régional ». Diffusé auprès des UD et des syndicats, ce document encourage la création des instituts. « Avec Edouard, Yvon Cazes, et Pierre Lagarde, nous nous déplaçons dans les UD, pour aider à la constitution des instituts. Des résultats sont rapidement obtenus, quatre IRHS rejoignent celui du Tarn, premier institut créé en Midi-Pyrénées ». La suite de cette histoire « reste de la responsabilité de nos successeurs: Martine Bernard-Roigt, Alain Raynal, Philippe Leclerc et des militants qui les ont accompagnés ».

Peut-on tirer des critiques et des enseignements? « Bien sûr que oui. L'histoire sociale reste un enjeu primordial, et c'est à ce combat essentiel que les IRHS doivent participer ».

A.R.

## → Edouard Pivotsky: L'itinéraire d'un prêtre-ouvrier, militant cégétiste

**Il a connu les grandes grèves de l'aéronautique, la liste noire du patronat, la radio clandestine de la CGT... Pour Edouard Pivotsky, 93 ans en octobre prochain, chrétienté rime avec humanité et activité syndicale. Militant actif au sein de l'IRHS et de l'IDHS 31 depuis les débuts, on lui doit beaucoup pour la protection des archives CGT à la Bourse du Travail de Toulouse.**

**Piedad Belmonte a publié en juillet 2021 un long portrait d'Edouard Pivotsky sur le site Altermidi, média interrégional. Avec son aimable autorisation nous reproduisons des extraits de son article.**

**L'article intégral avec des compléments ajoutés par Edouard Pivotsky sera publié sur le site web de l'IRHS.**

Bon pied, bon œil, Edouard Pivotsky a fière allure avec son port droit et son charme tout en élégance. Il vit à Papus (quartier du Grand Mirail) depuis 1979. C'est un prêtre-ouvrier, cégétiste et communiste.

Pourtant, ses origines familiales ne le prédisposaient pas à emprunter la voie « rouge ». Côté paternel, ce sont des propriétaires terriens ukrainiens résidents dans la région de Berditchev possédant des troupeaux de chevaux. À 19 ans, le père s'engage dans la marine comme élève ingénieur mécanicien. Parti de la mer de Crimée avec la marine française pour échapper aux Bolchéviques, il se retrouve à Constantinople (Istanbul) puis à Bizerte (Tunisie). « De son séjour en Tunisie, on a juste retrouvé un certificat de bonne conduite attestant qu'il n'était pas bolchévique », souligne Edouard. [...]

Du côté maternel, on circule dans la vallée de Montgenèvre entre les Alpes françaises et les Alpes italiennes puisqu'une partie de la famille a des racines en Italie. [...] Et c'est dans la ville de Grenoble, entourée de montagnes, que naissent Édouard et son frère aîné.

### Enfant à l'orphelinat sous Pétain

Le paternel travaille à l'usine Merlin-Gérin (groupe Schneider). Un jour, à la sortie du travail, le père se fait renverser par un chauffard, c'est le drame. Édouard a à peine un an et son frère deux quand leur père décède à seulement 33 ans. L'épouse quitte le Château où elle est aide-cuisinière pour se faire embaucher dans la même usine que son mari. La mère a du caractère, elle ira voir le patron pour changer de poste et, en 1940, mettra ses enfants à l'orphelinat de l'Abbé Borell pour qu'ils ne manquent de rien puisqu'il y a une ferme. « J'y ai appris le français, j'ai passé le diplôme qui remplaçait le certificat d'études sous Pétain. Je me souviens d'avoir vu des résistants de temps en temps. On était au pied du Vercors et à côté des maquis de la Chartreuse. Quand on allait en ville en tram, on voyait les soldats allemands qui contrôlaient les passagers. »

Sa vie prend un tournant quand il intègre les colonies de vacances des missionnaires de la Salette: « Ils m'ont mis le grappin dessus en me faisant rentrer au séminaire pendant six ans jusqu'au Bac. » [...] Il débarque

ensuite à Tournai, en Belgique, pour y suivre des études de philosophie. La congrégation religieuse a besoin de recruter de nouveaux éléments prometteurs et Édouard est un bon candidat. « Ma famille était très chrétienne et très pratiquante. On allait à la messe de minuit à pied dans la neige, on était heureux comme tout », se souvient-il. [...]

Dans les années 50, il entend beaucoup parler des prêtres-ouvriers, ses lectures portent sur eux. L'Évangile invite au partage, à la solidarité avec l'humanité, Édouard entend garder des liens avec l'Église tout en travaillant, car travailler lui plaît. Il lui faut pour cela continuer des études, toujours avec la mission de France. Il intègre pendant quatre ans le séminaire de Pontigny (Yonne) et ses stages en entreprise le plongent dans le monde du travail. Chez un ferrailleur à Toulouse, une verrerie à Bordeaux « un travail crevant et dégueulasse », selon son expérience. Il apprend le métier de tourneur à Migennes. « J'ai trouvé du boulot chez Berliet à Lyon. Il y avait des types remarquables à la CGT. » [...]

Ses études finies, il doit être ordonné prêtre mais ses professeurs en décident autrement: parce qu'ils n'apprécient pas le choix de la prêtrise ouvrière d'Édouard, ils l'envoient à Montluçon (Allier) pour voir d'autres chemins possibles. Il est embauché au PACT dans la rénovation de logements anciens pour les personnes pauvres et suit les cours du soir au lycée professionnel pour apprendre le métier d'électricien. Il s'y exerce dans une grande entreprise montluçonnaise.



## Suite →

Et est ordonné prêtre en avril 1962, à 31 ans, entouré de tous ses amis.

Sa soif de toujours plus apprendre le propulse à Paris auprès de théologiens et son intérêt sur le plan social le conduit à l'Institut des Sciences Sociales du Travail en plein mai 1968. [...] L'histoire de la classe ouvrière enseignée à l'ISST le marquera à jamais.

Son amitié avec un ancien séminariste le pousse à rejoindre Toulouse. Il est électricien sur les chantiers des hôpitaux de Purpan, puis La Grave. Recruté par la suite à Motorola, qui venait d'ouvrir ses portes, comme mécano dans l'équipe de nuit. Un métier dans la fabrication de composants électroniques usant pour les nerfs et les yeux : « J'ai décidé de créer la CGT. J'ai syndiqué toute l'équipe de nuit et celle de jour qui était composée uniquement de femmes. Je me présente aux élections professionnelles. » Panique générale dans la direction qui craint la fermeture de la boîte par les Nord-Américains. Elle prononce son licenciement malgré les fortes mobilisations organisées par l'UD-CGT. [...]

Les militants de la CGT et de la CFDT seront fortement réprimés et discriminés.

### Sur la liste noire du patronat

Le patronat classe Édouard sur sa liste noire. Une chance s'offre à lui à l'annonce dans le quotidien régional d'offres d'emplois chez Sud-Aviation. CV modifié en poche, un stage de formation d'électricien sur les avions, y



Crédit photo : DR

Édouard Pivotsky (à droite) lors d'une interview pour Radio Mon País.

compris sur le Concorde, lui ouvre à nouveau les portes de l'entreprise. Il y est élu délégué du personnel pendant six ans et participe à l'occupation de la boîte en 1974 contre les licenciements, une lutte dure qui a connu l'intervention musclée des CRS, mais au bout, la victoire. L'époque de la métallurgie est faste pour la CGT : « Je deviens permanent à la demande de la Fédération des métallos afin de créer des syndicats locaux dans les boîtes de la métallurgie en Haute-Garonne. Il y avait la queue dans les escaliers pour les adhésions à la Bourse du travail. On était des milliers à être syndiqués après mai 1968 dans la plupart des PME. » Au bout de six ans Édouard qui garde les pieds sur terre veut reprendre le travail : « J'étais connu comme le loup blanc par les patrons. On ne m'a jamais embauché. Seul un patron acceptera de me rencontrer par plaisir de discuter avec un responsable syndical. »

### Au micro de la radio clandestine de la CGT

Édouard se retrouve dans l'aventure fabuleuse de la première radio clandestine que crée la CGT au Cristal<sup>1</sup> pour contre-attaquer la presse gouvernementale. C'est en 1979, deux ans avant la création des radios libres par la gauche au pouvoir. [...]

« On a été convoqués au commissariat

pour émission illégale. On interviewait des militants, on faisait des reportages sur tous les sujets et conflits sociaux. Ça a laissé des traces. »

Puis en 1981, la radio locale Mon País démarre à la Bourse du travail et Édouard en prend la tête à la demande de l'UD CGT jusqu'à sa retraite en 1996. Un retraité qui occupe son temps entre le syndicat des retraités métallos et l'Institut d'histoire sociale, à la gestion des archives. [...]

### « Le communisme, c'est le partage »

Édouard a eu la chance de ne jamais rencontrer de sectarisme : « Je trouve toujours une amitié vraie et des relations vraies chez les militants communistes. » C'est donc tout naturellement que l'homme de foi affirme être communiste : « Il n'y a pas de mot plus beau que le communisme, c'est le partage et la mise en commun. Quand Jésus-Christ est mort, les premières communautés chrétiennes ont décidé de mettre leurs biens en commun. » Aujourd'hui, il se bat pour que les prêtres puissent se marier et pour le droit des femmes à être prêtres.

**Piedad Belmonte**

<sup>1</sup> - Un appartement de la barre HLM Cristal dans le quartier des Arènes à Toulouse

# → A Montauban, le Peuple évincé de sa Maison

Mise à disposition des syndicats et de la vie associative de Montauban depuis l'achèvement de sa construction en 1934, la Maison du Peuple sise rue Michelet au cœur de la ville n'a cessé, depuis ces années-là, de s'ancrer toujours plus solidement au service de l'activité démocratique et des luttes sociales. Jusqu'à ce coup de force du 16 mai 2019 de la maire ultra-droite Brigitte Barèges lorsqu'elle décide de changer les serrures de l'emblématique lieu afin d'interdire l'accès, chassant ainsi l'UD-CGT, FO, l'UNSA de leurs lieux de travail et d'accueil des salarié-es. Elle prend prétexte d'une action de solidarité - l'insupportable à sa conscience réactionnaire - lorsque des associations et les syndicalistes décident d'accueillir dans la grande salle publique du rez-de-chaussée pour quelques nuits et quelques jours plusieurs dizaines de familles de migrants et leurs enfants dormant à la rue.

Aux procédures administratives s'enchaînent les judiciaires. L'UD-CGT relogée un temps dans d'autres locaux municipaux se voit de nouveaux contraints de quitter les lieux. Le bras de fer persiste.

Plusieurs réunions du Conseil municipal de Montauban traitent du devenir du bâtiment historique. Dans un premier temps, l'idée « d'un tiers lieu » est avancée pour d'éventuels équipements administratifs et d'hypothétiques services numériques aux usagers... Des discours, des intentions vagues... jusqu'au 19 décembre dernier où Brigitte Barèges confirme la vente du rez-de-chaussée à la FNAC, au grand dam des libraires et bouquinistes locaux, et projette l'installation d'un restaurant panoramique au dernier étage.

Voilà comment la municipalité de droite cherche à effacer près de 90 ans d'histoire sociale, syndicale et associative de la vie de Montauban et du Tarn-et-Garonne.

Retour sur cette histoire...

La construction de la Maison du Peuple, rue Michelet en plein centre ville, est née d'un formidable élan de solidarité à l'issue des terribles crues du Tarn qui, au mois de mars 1930, détruisirent des milliers de maisons à Moissac, Montauban et d'autres communes du Tarn-et-Garonne. Plusieurs centaines de personnes périrent noyées. Des dons, des aides proviennent de toute la France, d'autres pays aussi. La Ville de Paris décide d'accorder 3 500 000 francs de l'époque pour contribuer au relèvement économique et social de Montauban. Une subvention de même niveau est attribuée à Moissac. Quatre mois à peine après la catastrophe, un échange de courriers datés de juillet 1930 entre Henri Sellier, conseiller général de la Seine, maire de Suresne, futur ministre de Léon Blum, et Marcel Guerret, secrétaire de l'UD-CGT confédérée de 1928 à 1936, élu municipal de Montauban, confirme la volonté de part et d'autre de construire « une maison du peuple abritant en même temps que les organisations ouvrières, une salle des fêtes, bibliothèques, centre d'éducation populaire... »<sup>1</sup>. Les travaux placés sous la responsabilité des architectes Olivier et Janin débutent en

1931 et s'achèvent trois ans plus tard. Officiellement inaugurée le 1<sup>er</sup> mai 1936, les syndicats s'activent déjà depuis 1934 dans les nouveaux locaux. En riposte aux émeutes fascistes de février 1934, 3 000 personnes se rassemblent le 11 février dans et devant la grande Maison du Peuple. De 1939 à 1944, elle est réquisitionnée par l'État. Depuis la Libération, ses murs résonnent puissamment à chaque étape des grandes mobilisations sociales. Lors des impressionnantes grèves et manifestations de mai 1968 ou encore de l'important mouvement des cheminots, postiers et enseignants de décembre 1995...

Les partis politiques y tiennent meeting. Plus de 80 associations locales y convient régulièrement leurs adhérents et sympathisants.

Ce cœur battant de la vie syndicale et démocratique de Montauban pendant près de 90 ans a cessé d'émettre en raison d'un ukase municipal et d'un calcul mercantile.

**Alain Raynal**

<sup>1</sup> Lettre d'Henri Sellier datée du 12 juillet 1930, publiée par « L'Action ouvrière », organe de l'UD des syndicats confédérés du Tarn-et-Garonne. (Sources : Archives départementales du T/G).

Plan de la façade de la Maison du Peuple de Montauban par Germain Olivier architecte, 1930-1931.



## → Toulouse : L'hommage rendu à la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI Marcel Langer

Le 4 mai dernier, en présence de nombreux invités, un espace commémorant l'engagement majeur tenu par les résistants de la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI Marcel Langer dans la lutte contre l'occupant nazi a été inauguré par la municipalité de Toulouse.

Dans son allocution, André Magne, président de l'association de l'Amicale de la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI, a rappelé le rôle tenu dans les années 20 par la CGT-U et le PCF pour la création de la MOI (Main d'Œuvre Immigrée) puis, à partir de 1942, des Francs-Tireurs et Partisans (FTP-MOI). Composée de ressortissants d'Europe centrale, d'antifascistes italiens, de guérilleros espagnols, la 35<sup>e</sup> Brigade s'engage dans un combat acharné de sabotage des

voies ferrées, de lignes électriques, de guérilla urbaine contre les militaires allemands, contre la Milice et des collaborateurs notoires. Pour une large part, ses actions sont conduites dans les villes de Toulouse, Montauban, Agen.

Marcel Langer, communiste polonais de famille juive ayant résidé en Palestine avant son arrivée en France, prend le commandement de la Brigade jusqu'à son arrestation et son exécution le 23 juillet 1943. Il est ensuite remplacé par l'ancien officier polonais Jan Gerhard.

*« Ils s'engagèrent résolument dans un combat dont l'issue serait lointaine, ayant au cœur les idéaux fondateurs des révolutionnaires de 1789 : Liberté, Égalité, Fraternité. Ils permirent le rétablissement de la République en France. Nous*

*leur sommes redevables à jamais »,* devait souligner avec force André Magne dans son hommage aux combattants de la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI. (L'allocution d'André Magne sera disponible sur le site internet de l'IRHS)

Depuis 2015, les archives des juridictions d'exception de la seconde guerre mondiale étant librement consultables, permettent d'accéder à de nouveaux documents personnels appartenant à Marcel Langer. (voir article ci-après).

Un ouvrage de Jean-Louis Franceries consacré aux combats des FTP-MOI en Tarn-et-Garonne a récemment été édité. Il accorde une place importante avec des documents inédits sur l'implantation de la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI dans ce département (voir en suivant deuxième article).

### Condamné à mort pour l'exemple le 23 juillet 1943

Depuis 2015 les archives des juridictions d'exception de la Seconde Guerre mondiale sont librement consultables. Les Archives départementales de la Haute-Garonne nous ont donc permis de consulter le dossier de procédure devant le Tribunal Spécial de la Cour d'appel de Toulouse concernant Marcel Langer condamné à mort le 11 mars 1943. Dans celui-ci, sont présents des scellés judiciaires composés de documents personnels de l'accusé saisis dans le cadre de la procédure. Ce dossier nous confirme qu'à son arrivée à Toulouse en 1931, Marcel Langer vit la misère de nombreux immigrés contraints à exercer des « petits boulots » pour survivre. Avant son engagement en 1936 dans les Brigades Internationales, on note dans

son dossier qu'il fut livreur de charbon pour le compte de M<sup>me</sup> Roque, négociant, rue des Pénitents Blancs. Elle ne fit que des éloges sur son travail lors du procès. Marcel Langer résida d'ailleurs au numéro 3 de cette rue populaire du centre-ville. Il y fréquenta assidûment le restaurant-pension Ribes.

Il exerça également l'emploi de peintre durant cinq mois chez Fumana Gaston, 59 rue Raymond IV, avant d'être employé après son retour de la guerre d'Espagne aux Construction Mécanique du Midi, rue Corneille, comme ajusteur-fraiseur.

Le dossier de procédure note qu'il a bénéficié d'une interruption de travail de 21 jours en octobre 1942 suivi d'une prolongation d'un mois, ainsi que d'une radioscopie des poumons prescrite par le docteur Contié à Blagnac.

Le même mois il reçoit son affectation

pour partir au Service du Travail Obligatoire à Kiel en Allemagne. Il entre alors en clandestinité et multiplie ses lieux d'hébergements. Il occupa une chambre dont le locataire est prisonnier en Allemagne, et fera adresser sa correspondance chez M<sup>me</sup> Rey-Descomps demeurant au 13 rue Malaret à Toulouse.

Dans la procédure judiciaire deux éléments vont donner matière à de longues recherches :

- la provenance de la valise contenant les explosifs qui malgré l'identification d'un certain nombre d'utilisateurs ne fournit aucune piste sérieuse sur les fréquentations de Marcel Langer ;
- l'origine de l'entreprise d'où provenaient les explosifs. Une multitude d'enquêtes furent menées dans plusieurs départements.

Chaque direction d'entreprise ne ménageant pas ses efforts pour prouver qu'ils n'avaient pas été dérobés dans leurs locaux.

Lors de son arrestation et de son interrogatoire dans les locaux du Commissariat Rue du rempart Saint-Etienne à Toulouse, il fut trouvé sur lui sa carte d'identité d'apatride. Mais également :

- une photo de Cécilia son épouse et de sa fille Rosita comportant au dos un mot d'amour ;
- une carte de légume et un ticket de transport TCRT ;
- le récépissé d'un courrier adressé à Albacete pour Cécilia ;
- des photos d'identités provenant du studio René, 5 Rue Romiguière à Toulouse ;

- un plan de Cugnaux et un nom qui n'aboutiront à rien dans le cadre de l'enquête.

Pour sa défense Marcel Langer déclara qu'il avait été accosté par un homme qu'il ne connaissait pas Rue du Languedoc à Toulouse. Proposition lui fut faite de se rendre à un rendez vous gare St-Agne pour réceptionner une valise dont il ne connaissait pas le contenu. Ce qu'il accepta. On connaît la suite... Un avocat commis d'office Maître Arnal, la prison Saint-Michel, le procès et la condamnation à mort par l'avocat général Lespinasse.

**Jean-Claude Baudelot**  
**IDHS 31**

Sources: Archives Départementales Haute-Garonne  
dossier de procédure textes et photos.

## Groupes et maquis de la MOI en Tarn-et-Garonne

«Le 26 mars 1944 à 23h45, action sur la voie de chemin de fer de Montauban-Paris. Après avoir capturé et mis sous bonne garde les gardiens de la voie, les camarades posent le matériel sur la voie à 24 heures à 2 heures, le train passe à faible allure ; l'explosion se produit, 5 wagons dérailent. Après l'action les gardiens sont relâchés. Résultat: 7 heures de retard, 100 mètres de voie inutilisable. Exécuté par les camarades Paul, Paulo, Alexandre, Gustave, Raphaël, Georges, Henri, Frédéric».

Compte-rendu d'un sabotage par un groupe du maquis FTP-MOI de St-Antonin avec Paul (le français Charles Couchet), Paulo (Michel Manczak d'origine polonaise), Alexandre (espagnol), Gustave (Alfred Négrello d'origine italienne), Henri (autrichien),...

Au printemps 1944, le maquis de St-Antonin rassemble des combattants français, des guérilleros d'un groupe l'Union Nationale Espagnole basé à Cazals, une douzaine d'antnazis allemands dont huit se sont évadés du camp de Septfonds, des polonais, des italiens. Son chef militaire est Maurice (Lucien Naulet), un ouvrier français recherché par la police de Vichy et condamné à mort par contumace.

Le maquis FTP-MOI de St-Antonin, c'est neuf sabotages de lignes électriques à haute-tension, sept sabotages de voies ferrées, l'attaque de la prison de Gaillac, le coup de main de Lavilledieu, le harcèlement d'une colonne ennemie à La Salvetat,...

Et pourtant, son histoire était mal connue. Ce n'est qu'avec la parution du livre sur les FTP en Tarn-et-Garonne qu'elle se dévoile réellement.



Marcel Langer.

## Suite →

Il en est de même pour les deux groupes montalbanais de la 35<sup>e</sup> brigade, caractérisés eux aussi par une forte présence de combattants français. Le groupe le plus connu est celui commandé par Simondy Axel, et qui compte dans ses rangs Louis Sabatié et Maurice Oustrières. Son champ d'action, c'est la ville de Montauban; ses cibles sont les locaux de la collaboration, les propagandistes de Vichy, les soldats des troupes d'occupation

Du 24 décembre 1943 au 1<sup>er</sup> février 1944, le groupe mène une véritable guérilla urbaine marquée notamment par un attentat à la bombe contre le siège de l'Office de placement allemand, l'exécution d'un collaborateur notoire, la mort d'un soldat tué au revolver. Le 2 février, Louis Sabatié fait sauter la devanture de la pharmacie d'un chef milicien. Peu après, il est repéré à proximité du Soldatenheim, le foyer du soldat allemand, gardé par deux agents de la police française. Agrippé par l'un d'eux, il tire pour se dégager et le blesse mortellement. Arrêté le lendemain, interrogé durement au commissariat de Montauban puis écroué à la prison de Beausoleil, il sera transféré le 17 février à la prison Saint-Michel de Toulouse et fusillé aussitôt.

Le second groupe montalbanais est un groupe de sabotage.

Sa mission principale: dynamiter la voie ferrée Toulouse-Montauban sur le tronçon compris entre Montbartier et la gare de Villebourbon.

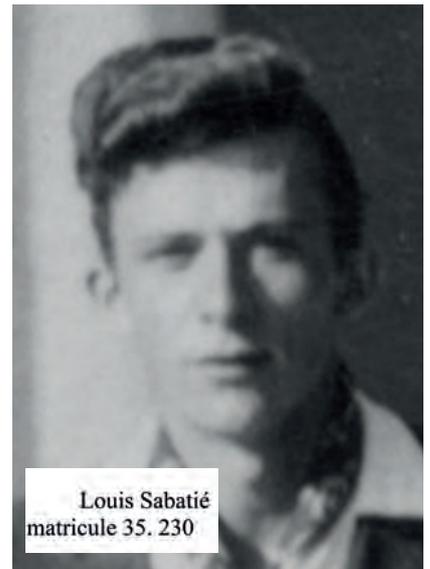
Du 21 janvier 1944 au 2 mai, le groupe dirigé par le cheminot français Léo

Marcon procédera à 5 attentats à l'explosif sur la ligne SNCF.

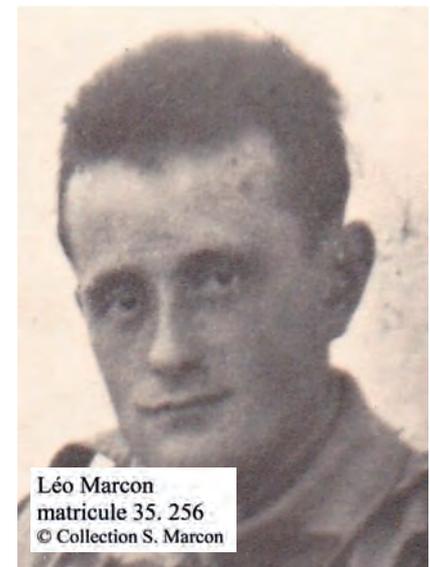
La quatrième formation des FTP-MOI est différente des précédentes. Ayant pour centre Castelsarrasin, elle est constituée uniquement de guérilleros de la UNE. Sous le commandement de Luis Ortiz de la Torre, le groupe procède durant le mois d'avril 1944 à deux sabotages sur la voie ferrée Montauban- Agen et à la destruction d'un pylône d'une ligne à haute tension.

### Jean Louis Franceries<sup>1</sup>

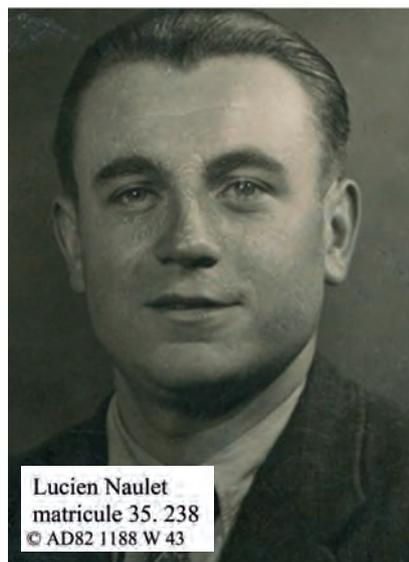
*1- Auteur de l'ouvrage « La lutte armée des Francs-Tireurs et Partisans en Tarn-et-Garonne ». Edité en 2024 par les Nouvelles de Tarn-et-Garonne Pour se procurer le livre: Ecrire Nouvelles de Tarn-et-Garonne - 68 rue de la République - 82000 Montauban. (nouvelles82@gmail.com). Commande accompagnée d'un chèque de 20 euros à l'ordre des Nouvelles de Tarn-et-Garonne.*



Louis Sabatié  
matricule 35. 230



Léo Marcon  
matricule 35. 256  
© Collection S. Marcon



Lucien Naulet  
matricule 35. 238  
© AD82 1188 W 43



Luis Ortiz de la Torre  
matricule 35. 243  
© Los de la Sierra

➔ **13 juillet 1944.**

## La grève patriotique des mineurs de Carmaux

Le comité insurrectionnel, réuni le 8 juillet, lance aux mineurs de Carmaux-Cagnac un appel à la grève patriotique, suivant les directives du CNR diffusées par radio Londres qui avaient pour but de faire du 14 juillet une grande journée de grèves et d'actions contre l'occupant et ses valets de Vichy. Ce comité était composé des représentants de la CGT clandestine, du PCF, des jeunesses communistes, du Front National de la résistance, des forces vives des jeunesses patriotiques, des FTP et des FTP-MOI.

Cette grève poursuivait deux buts : la satisfaction d'un cahier de revendications (augmentation des salaires, limitation de la durée du travail, amélioration des conditions de travail...) et participer à la paralysie de l'industrie de guerre nazie. Sur plusieurs tracts ayant pour objet le dépôt du cahier de revendication on pouvait lire : « plus un seul morceau de charbon pour les boches », « le 14 juillet verra se dresser les français qui désirent vivre libres », « ce 14 juillet sera le départ de la guerre totale contre les boches maudits et contre les traîtres qui les servent ».

Au cours de la nuit du 12 au 13 juillet, des affiches appelant à la grève sont placardées sur les murs de Carmaux. A 6 h 30 du matin du 13 juillet, lorsque les mineurs du poste du matin se présentent, ils sont accueillis par les militants de la CGT clandestine. Pas un mineur ne descend et la grève est totale. A 7 heures du matin 3 000 mineurs sont rassemblés aux laveries où se tient un immense meeting. Marcel Pelissou expose le cahier de revendications que Wladislas Krawczyk traduit en polonais. Marcel Pelissou libéré de déportation en 1942 et entré en

clandestinité est membre du comité insurrectionnel, il fut secrétaire du syndicat CGT des mineurs à la libération, secrétaire de l'UD en 1949, député PCF en 1956. Le meeting se tient près de la garde allemande du puits de La Tronquié mais l'occupant est décontenancé par cette impressionnante démonstration de force des mineurs.

Il est prévu qu'une unité des FTPF assure la couverture militaire de la manifestation mais cette protection tarde à arriver. Malgré cela le cortège s'élance pour aller déposer le cahier de revendications au bureau des mines. Arrivés à La Croix du Marquis il se heurte à des barrages allemands. Pour éviter l'affrontement, les dirigeants de la CGT clandestine prononcent la dislocation de la manifestation, mais les soldats allemands ouvrent le feu.

- Arturo Bandini, membre des FTPF, ancien membre des brigades internationales, ancien député communiste de Turin est tué.
- Wladislas Krawczyk est abattu peu après alors qu'il retournait à son domicile des Bruyères.
- Robert Azemar, chargé de liaison avec les FTP de l'Aveyron est fait prisonnier à Tanus. Transféré à la prison Saint-Michel à Toulouse il sera torturé puis exécuté le 17 août suivant.

Le lendemain 14 juillet, malgré l'interdiction de manifester, un millier de personnes se retrouvent devant la statue de Jean Jaurès à Carmaux. La direction des mines annonce accepter les revendications corporatistes présentées et le syndicat légal dirigé par le socialiste Sinot appelle à la reprise du travail le

17 juillet. Mais le 17 juillet la grève est totale car passant outre les consignes du syndicat vichyste, le comité insurrectionnel, considérant que la grève insurrectionnelle allait de pair avec la libération, décide de poursuivre et d'étendre l'action.

Pendant six jours, avec l'appui massif de la population, actions de masse et actions militaires des FTPF vont se succéder. Après avoir occupé Cagnac le 15, Blaye le 16, l'objectif est d'occuper Carmaux où les forces allemandes sont importantes. Toute la journée du 18 juillet, après de durs combats, Carmaux passe aux mains des maquisards. Toutefois, devant l'arrivée de renforts ennemis, les FTP décrochent et se replient sur Bourgnounac. L'action militaire se poursuit sous forme de guérilla contre les postes isolés et les transports. Prémices de la libération de Carmaux qui devint effective un mois plus tard. L'effectif des troupes d'occupation dans le Tarn comprend environ 6 000 hommes. A Carmaux jusqu'à mi-juillet 1944 la garnison allemande composée de Turkmènes et des combattants Vlassovs compte 400 hommes.

Les maquis, qui s'est développé à partir de mars-avril 1944, est composé en grande majorité de mineurs, dont de nombreux polonais, de paysans et artisans tous volontaires pour éviter le Service de Travail Obligatoire en Allemagne. L'apport des républicains espagnols avec leur expérience de la guerre d'Espagne est précieux. Les maquis connaissent un afflux de volontaires après le débarquement en Normandie du 6 juin 1944.

## Suite →

A la suite du débarquement allié en Provence le 15 août 1944 la garnison allemande est allégée à une centaine d'hommes afin d'envoyer des renforts sur la côte méditerranéenne. Compte tenu de cela, les dirigeants de la Résistance décident d'attaquer dès le lendemain. Le 16 août 1944 au petit matin après avoir occupé les points sensibles à l'intérieur de la ville depuis 3 heures du matin les résistants attaquent à 14 heures le cantonnement allemand installé dans l'école de la Croix Haute qui tombe au bout d'une heure de combats. Cependant, les allemands disposent à la caserne Lapérouse d'Albi de 1 800 hommes auxquels s'ajoutent plus de 300 au Camp Saint Antoine. Ils envoient des renforts avec pour mission de reprendre Carmaux. Les combats durent encore deux jours les 17 et 18 août. Deux milles maquisards sans expérience militaire, équipés d'armes légères, affrontent 2 500 militaires dotés d'armes lourdes, de blindés légers, d'artillerie et d'aviation. Les dix maquis de Carmaux et les quatre de Gaillac, Graulhet, Teillet et Belmont tiennent front sur huit kilomètres entre Blaye et Pouzounac, avec son centre de gravité au Garric sur la route nationale en direction d'Albi.

Tous ces combats aboutissent à la libération d'Albi, de Castres, de Gaillac et du département du Tarn mais aussi de Rodez. La ville de Carmaux, première ville du Tarn à se libérer, recevra la croix de guerre remise par le président Vincent Auriol le 8 juin 1952.

Le 10 août 1944, les cheminots résistants qui multiplient les sabotages déclenchent à leur tour une grève insurrectionnelle

pour bloquer la circulation des allemands, avec le mot d'ordre suivant : « ... *Mort aux boches et aux traîtres, les alliés doivent entrer dans un Paris libéré...* »

Les grèves patriotiques avaient pour but final de déboucher sur un monde nouveau, fraternel, solidaire, démocratique. Ces aspirations ont trouvé leur traduction dans le programme du Conseil National de la Résistance. Ce fût la création de la Sécurité Sociale, des allocations familiales. Ce fût aussi la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux le 19 avril 1946 puis, le 14 juin suivant, l'obtention du statut du personnel des exploitations minières et assimilées » plus connu sous le nom de statut des mineurs.

Pour rester fidèles à l'esprit des participants à ces grèves insurrectionnelles, il convient de résister aujourd'hui en poursuivant leur idéal de démocratie sociale, en ne lâchant rien sur les conquêtes sociales de la libération, en luttant pour une meilleure répartition des richesses. Il ne faut pas se laisser impressionner par les éminents économistes de la doxa libérale qui nous demandent de nous serrer la ceinture alors que la fortune des milliardaires ne cesse d'augmenter. Les patrimoines cumulés des 500 plus grandes fortunes de France étaient en 2009 de 194 milliards représentant 10 % du PIB. Aujourd'hui, ils atteignent 1 170 milliards représentant 45 % du PIB.

Comme disait Lucie Aubrac : le verbe résister doit toujours se conjuguer au présent.

**Christian Zullo**

## Projets pour 2025

Lors des Journées Nationales d'Études des IHS qui se sont déroulées du 27 au 30 mai dernier à Super-Besse, participaient pour notre région : Philippe Leclerc et Alain Raynal pour l'IRHS Midi-Pyrénées, Michel Milhau (Ariège), Jean Saltarel (Tarn-et-Garonne), Armand Casse et Gerald Veirier (Haute-Garonne).

- En 2025, nous marquerons les 130 ans de la CGT. une lettre de liaison sera adressée prochainement.

- Poursuivre nos initiatives autour de l'édition, de la lecture et de la constitution de bibliothèques syndicales avec les cahiers de l'institut, les « repères historiques », sous forme de livres de poche...

- Le 7<sup>e</sup> salon du livre social aura lieu le 5 novembre 2024 à Montreuil. Les IDHS y sont conviés pour faire connaître leurs productions.

- Prolonger les partenariats de l'IHS avec la FSU, des associations, des fondations, des chercheurs et universitaires, des étudiants...

- Travailler sur le thème des réquisitions d'entreprises et la gestion ouvrière après la Libération... Il s'agit de regarder dans nos départements les entreprises éventuellement concernées où les travailleurs ont participé avec des comités consultatifs de gestion à la bataille de la production et aux conquêtes sociales.

- Convaincre nos organisations CGT sur l'importance de l'histoire sociale pour éclairer les luttes d'aujourd'hui. Proposer des modules de formation spécifique dans la formation syndicale générale, des journées de sensibilisation à l'archivage et plus particulièrement à l'archivage numérique.

## Nos agences en Midi-Pyrénées

### Albi

105, bd Soult 81000 Albi  
Tél. 05 63 49 17 37

### Auch

21, avenue d'Alsace 32000 Auch  
Tél. 05 62 62 38 46

### Bagnères-de-Bigorre

rue Blanche-Odin  
65200 Bagnères-de-Bigorre  
Tél. 05 62 95 48 98

### Castres

21, place Soult  
81100 Castres  
Tél. 05 63 35 70 27

### Colomiers

10, passage du Ségala  
31770 Colomiers  
Tél. 05 34 55 30 45

### Pamiers

21, rue de la République 09100 Pamiers  
Tél. 05 61 68 77 67

### Tarbes

8, avenue de la Marne 65000 Tarbes  
Tél. 05 62 93 52 33

### Toulouse

Pont des Minimes (métro : canal du Midi)  
Siège Social - 70, bd Matabiau BP 7051  
31069 Toulouse Cedex 7  
Tél. 05 62 73 33 40

Centre-ville (métro : Jeanne d'Arc)  
56-58, rue Matabiau - 31000 Toulouse  
Tél. 05 34 66 60 20

# JE CHOISIS UNE

# VRAIE MUTUELLE

0 actionnaire  
0 dividende  
100% solidaire

Santé

Retraite  
Prévoyance



Scannez-moi  
avec le lecteur de codes 2D  
de votre téléphone

[www.mutami.fr](http://www.mutami.fr)

**mutami**  
Le lien solidaire

Mutami est une mutuelle relevant du Livre II du Code de la mutualité. N° Siren 776950677.



## Toujours mieux vous protéger...



N°Cristal 0 969 36 80 80

APPEL NON SURTAXÉ

**mutaero**  
Vous respirez la santé

[www.mutaero.net](http://www.mutaero.net)





Decorative embossed seal on the rolled-up document.

FLORIS  
Retroix d'...  
310  
314

1148  
1086  
Carvo  
1072  
1960